

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du lundi 18 décembre 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 17
Procuration(s) : 8
Absent(s) : 1
Nombre de votants : 23
Vote pour : 23
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : vendredi 8 décembre 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0250

Modifiant la délibération N°DL_CP2021_0366 relative à la prise en charge des frais et indemnités des déplacements des conseillers départementaux, des membres des conseils consultatifs, et des personnels du conseil départemental ainsi que les délibérations N°2019.00132 du 29 mai 2019 et N°2019.00341 du 15 novembre 2019 (Décret n° 2019-139 du 26 février 2019, arrêté ministériel du 20 septembre 2023)

L'an deux mille vingt-trois, le dix-huit décembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSANI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSANI, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI,
Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Rosette VITTA,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE,
Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Madame Farianti MDALLAH,
Monsieur Nadjayedine SIDI donne pouvoir à Monsieur Madi Moussa VELOU,
Madame Zaounaki SAINDOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSANI,
Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI,
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Madame Zouhourya MOUAYAD BEN.

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Salime MDERE

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code générale de la fonction publique ;
- Vu le décret N°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de L'État ;
- Vu le Décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret N°2006-781 du 3 juillet 2006 ;

- Vu l'arrêté NOR TFPF2323366A du 20 septembre 2023 du Ministère de la transformation et de la Fonction Publique, modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
- Vu la délibération n°2021.00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu la délibération N°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu la délibération N°DL_CP2021_0366 et de compléter la délibération N°2019.00132 du 29 mai 2019 relative à la mise en œuvre des nouveaux taux de remboursement des frais et indemnités des déplacements des élus et des personnels du Conseil départemental ;
- Vu la délibération N°2019.00341 du 15 novembre 2019 relative aux frais de déplacements de mission et de transports des conseillers départementaux, des présidents des conseils consultatifs, des membres de la direction générale des services et du cabinet ;
- Vu le rapport n°2023-02037 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu l'avis de la Commission Administration Générale, Transport et Transition Ecologique du jeudi 14 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : d'aligner le régime des remboursements appliqués aux conseillers départementaux, aux membres des conseils consultatifs et aux personnels du Conseil départemental conformément à celui fixé par l'arrêté du Ministère de la transformation et de la Fonction Publique du 20 septembre 2023, modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de L'État, comme indiqué ci-dessous :

	France Métropolitaine			Outre-mer	
	Taux de base	Les villes et communes de la métropole du Grand Paris	Commune de Paris	Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy	Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, Polynésie Française
Hébergement	90 €	120 €	140 €	120 €	120 € ou 14320 F.CFP
Repas	20 €	20 €	20 €	20 €	24 € ou 2 864 F.CFP
Dîner	20 €	20 €	20 €	20 €	24 €

Article 2 : de mentionner que toute dérogation à l'application de ces nouveaux taux, sera expressément déterminée par délibération du Conseil départemental qui en fixera les taux et la durée de la dérogation consentie ;

Article 3 : Toutes les autres dispositions de la délibération n°2019.00132 du 29 mai 2019 relative à la mise en œuvre des nouveaux taux de remboursement des frais et indemnités des déplacements des élus et des personnels du Conseil départemental, ainsi que la délibération n°2019.00341 du 15 novembre 2019, relative aux frais de déplacement de missions et de transports des conseillers départementaux, des Présidents des conseils consultatifs, des membres de la direction générale des services et du cabinet restent inchangées ;

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication «et affichage» et sa transmission au Représentant de L'État dans le Département.

